



**VOTRE EXPERT
ÉLECTROMÉCANIQUE**

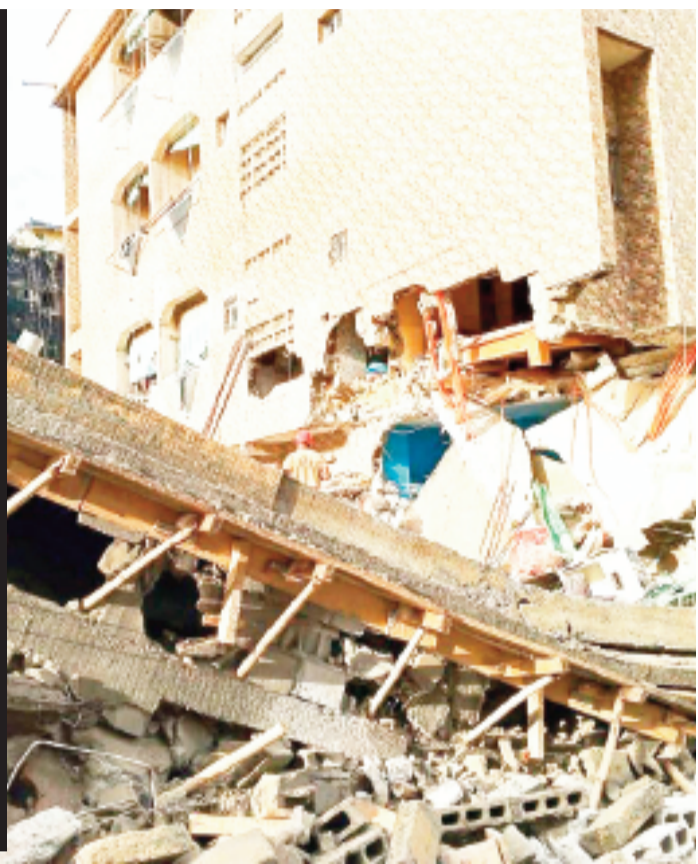
Ascenseurs\Escalators\Portes automatiques etc

☎ 07 07 83 87 61



CLIQUEZ ICI

Effondrement à Koumassi



Le bilan passe à 8 morts



CONNECTION

IVOIRIENNE.NET

info@connectionivoirienne.net - Premier site d'information et d'actualité - Indépendant en Côte d'Ivoire - Mardi 26 Mai 2026



Sénégal

Ousmane Sonko élu président de l'Assemblée nationale



Alassane Ouattara de retour à Abidjan après un séjour au Kenya et en France



Le président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, est rentré à Abidjan ce samedi, après une mission au Kenya dans le cadre du sommet Africa Forward, organisé avec l'appui de la France. Actualités ivoiriennes
Le chef de l'État ivoirien a également effectué un séjour privé en France avant de regagner la capitale économique ivoirienne en compagnie de la Première Dame, Dominique Ouattara.
À son arrivée à l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny, le président Alassane Ouattara a été accueilli par une importante délégation gou-

vernementale et institutionnelle conduite par le vice-président de la République. Plusieurs ministres, autorités administratives, responsables militaires et cadres du parti présidentiel avaient effectué le déplacement pour saluer le retour du chef de l'État.
Ce déplacement international du président ivoirien s'inscrivait dans un contexte marqué par les enjeux de coopération économique, de partenariats stratégiques et de positionnement de la Côte d'Ivoire sur la scène africaine et internationale.

Laurent Gbagbo célèbre ses 81 ans: hommage à une figure majeure de la politique ivoirienne



Né le 31 mai 1945 à Gagnoa, dans le centre-ouest de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo célébrera dimanche prochain ses 81 ans. Historien de formation, homme politique au parcours singulier et figure emblématique de la scène politique ivoirienne, l'ancien chef de l'État continue de marquer profondément l'histoire contemporaine du pays. Voyage en Côte d'Ivoire Ancien opposant au parti unique sous le régime du président Félix Houphouët-Boigny, Laurent Gbagbo a consacré plusieurs décennies de sa vie au combat politique et à la démocratie multipartite en Côte d'Ivoire. Fondateur du Front populaire ivoirien (FPI), il accède à la magistrature suprême en octobre 2000, devenant ainsi le troisième président de la République de Côte d'Ivoire. Le parcours de l'ancien chef de l'État aura été marqué par des périodes de lutte, d'exil, de prison et de fortes turbulences politiques. Après la crise postélectorale de 2010-2011, Laurent Gbagbo est transféré à la Cour pénale internationale à La Haye, où il restera dé-

tenue plusieurs années avant d'être définitivement acquitté. Son retour en Côte d'Ivoire en juin 2021 avait suscité une forte mobilisation populaire et ravivé l'intérêt autour de son avenir politique. Depuis, l'ancien président demeure une personnalité influente et incontournable du paysage politique ivoirien. Élections ivoiriennes Pour ses partisans, Laurent Gbagbo incarne la résistance, la souveraineté et le combat pour la démocratie. Ses sympathisants, militants et proches prévoient de lui rendre hommage à travers diverses manifestations, cérémonies et messages de reconnaissance à l'occasion de cet anniversaire symbolique. À 81 ans, Laurent Gbagbo continue d'occuper une place singulière dans le débat public ivoirien, entre mémoire historique, controverses politiques, fidélité militante et espérances pour l'avenir du pays. En célébrant ses 81 ans, c'est toute une page de l'histoire politique ivoirienne qui est évoquée, avec ses luttes, ses fractures, ses passions et ses héritages.

Ousmane Sonko élu président de l'Assemblée nationale



L'ancien Premier ministre Ousmane Sonko a été élu ce 26 mai 2026 président de l'Assemblée nationale avec 132 voix sur 133 suffrages exprimés, lors d'un scrutin marqué par l'absence d'une partie de l'opposition qui contestait la validité de sa réintégration comme député. Cette élection intervient quelques jours après son limogeage du poste de chef du gouvernement par le président Bassirou Diomaye Faye. Ousmane Sonko succède à Malick Ndiaye, qui avait présenté sa démission le 24 mai, ouvrant ainsi la voie au retour du leader du parti PASTEF à l'Assemblée nationale.

Suspendu de son mandat parlementaire depuis sa nomination à la Primature en avril 2024, il a officiellement retrouvé son siège avant le vote. Le scrutin s'est déroulé dans un climat tendu, plusieurs députés de l'opposition ayant boycotté la séance pour dénoncer ce qu'ils considéraient comme une procédure irrégulière. Cette désignation survient après la nomination d'Ahmadou Al Aminou Mohamed Lô au poste de Premier ministre le 25 mai dernier.



Déguerpissements à Cocody: Belmonde Dogo lance l'indemnisation des ménages sinistrés



Le gouvernement ivoirien veut apporter une réponse sociale rapide aux populations affectées par les récentes opérations de déguerpissement dans la commune de Cocody. La ministre de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, Myss Belmonde Dogo, a annoncé, le vendredi 22 mai 2026, le démarrage du processus d'indemnisation des ménages impactés dans les quartiers de Bousangadougou, Allakro et Gobelet. Cette annonce a été faite au cours d'une rencontre tenue à la mairie de Cocody, en présence du préfet d'Abidjan, du maire de la commune ainsi que des responsables des différentes zones concernées. Cette réunion avait pour objectif de faire le point sur la situation des familles déguerpies à la suite des opérations engagées dans ces quartiers classés à haut risque en cette période de fortes pluies. Face aux représentants communautaires, la ministre a exprimé sa compassion et ses re-

grets à l'endroit des populations contraintes de quitter leurs habitations. Elle a reconnu les difficultés auxquelles font face les familles touchées, tout en rappelant que ces opérations visaient avant tout à préserver des vies humaines dans des zones exposées à de graves risques d'inondation et d'éboulement. Selon les chiffres officiels communiqués lors de la rencontre, les opérations ont concerné 453 ménages à Bousangadougou, 1 430 ménages à Allakro et 1 893 ménages à Gobelet, soit la localité ayant enregistré le plus grand nombre de familles évacuées. Pour soulager les populations affectées, Myss Belmonde Dogo a annoncé qu'une première phase d'indemnisation débutera dès le samedi 23 mai 2026. Au total, 1 200 ménages bénéficieront d'un accompagnement financier destiné à atténuer les conséquences sociales des déguerpissements. La ministre a également indiqué qu'une attention particulière sera

accordée aux familles dont les enfants sont en classe d'examen, afin d'éviter toute perturbation de leur parcours scolaire. Une mesure saluée par les représentants des quartiers concernés, qui ont exprimé leur reconnaissance au gouvernement pour sa réactivité. Prenant la parole au nom des ménages déguerpis, Ismaël Ouédraogo, président des jeunes d'Allakro, a salué « un geste de solidarité et d'espoir » en faveur des populations sinistrées. « Nous remercions les autorités pour cette promptitude et ce soutien qui redonnent espoir à de nombreuses familles », a-t-il déclaré. À travers cette initiative, le gouvernement ivoirien réaffirme sa volonté de renforcer la solidarité nationale et de protéger les couches les plus vulnérables, conformément à la vision sociale des autorités ivoiriennes : ne laisser aucun citoyen en marge du développement.

FratMat

la DECO garantit la transparence et la crédibilité des épreuves à grand tirage

La directrice de la Direction des Examens et Concours (DECO), Kadidiata Diarra Badji, a rassuré, le 19 mai 2026 à Abidjan, tous les acteurs du système éducatif sur la crédibilité des examens scolaires à grand tirage.

« Le défi principal est d'assurer à ces examens toute la crédibilité à travers une préparation minutieuse, une sécurisation bien étudiée, avec un dispositif d'enseignants déployés sur toute l'étendue du territoire, améliorer les résultats scolaires et améliorer la gouvernance », a déclaré Kadidiata Diarra Badji, dans le cadre de la tribune hebdomadaire « Tout Savoir Sur » du Centre d'Information et de Communication gouvernementale (CICG).

Selon Kadidiata Diarra Badji, la fiabilité des examens dépend de l'engagement commun de tous les intervenants, ainsi que de la rigueur, de l'équité et de l'intégrité pour obtenir des diplômes basés sur le mérite et le véritable travail des candidats. L'effort pour la crédibilité des examens a lieu depuis la rentrée scolaire afin de donner à l'école ces lustres d'antan, une école compétitive et de qualité. Par ailleurs, a-t-elle ajouté, les programmes des cours sont achevés et les examens sont ajustés sur le taux d'achèvement des programmes. La conférencière a, pour



ce fait, conseillé aux candidats à ne pas stresser et à ne pas s'engager dans les voies frauduleuses. Au-delà de la fraude, il existe aussi la corruption qui est faite par les adultes, les personnels administratifs, les surveillants et les parents d'élèves. Le dispositif de contrôle est en marche et performant mais doit être amélioré. « L'année dernière, 80 acteurs du système éducatif ont été sanctionnés ».

Revenant sur les conditions d'accès aux centres d'examen, Kadidiata Diarra Badji a indiqué que la pièce requise pour les candidats officiels est la carte scolaire, tandis que la carte nationale d'identité (CNI) est exigée des candidats libres.

Elle a appelé les parties prenantes à travailler harmonieusement à améliorer la qualité de l'apprentis-



Fondation Children of Africa

Un autre avenir pour les Enfants d'Afrique

Le bilan passe à 8 morts



Le drame continue de bouleverser la commune de Koumassi. Après l'effondrement d'un immeuble survenu dans la matinée du samedi 23 mai 2026 à Koumassi Soweto, derrière l'hôtel Belem, le bilan provisoire s'est alourdi au fil des opérations de recherche et de déblaiement menées par les secours. Selon les dernières informations communiquées par les services de secours, quatre nouvelles victimes ont été découvertes sous les décombres au cours des dernières heures de fouille. Les corps ont ensuite été mis à la disposition des services des pompes funèbres. Ce nouveau développement porte désormais à huit le nombre total de victimes décédées extraites des gravats depuis le début de l'intervention. L'effondrement s'est produit précisément à 05h51, provoquant une vive émotion au sein des populations riveraines, réveillées par le fracas de la bâtisse qui s'est écroulée. Très rapidement, les équipes de secours ont été déployées sur le site afin de porter assistance aux éventuels survivants et sécuriser la zone. Les opérations se poursuivent sans interruption. Les secours, mobilisés jour et nuit, continuent de fouiller minutieusement les décombres dans l'espoir de retrouver d'éventuelles personnes encore ensevelies.

Les sapeurs-pompiers sont appuyés par des unités cynophiles spécialisées dans la recherche de victimes grâce à des chiens renifleurs, ainsi que par des engins lourds mobilisés pour faciliter les travaux de déblaiement. Parmi les moyens engagés figurent notamment le FPT 21, ainsi que les unités cynophiles CYNO 21 et CYNO 22. Les autorités administratives et sécuritaires suivent également la situation de près. Sur les lieux du drame, plusieurs responsables ont été aperçus, notamment l'officier de garde, des éléments de la gendarmerie et de la police, des représentants du District autonome d'Abidjan, ainsi que le ministre de la Construction et de l'Urbanisme venu constater l'ampleur des dégâts. Cette tragédie relance une nouvelle fois la question de la sécurité des constructions et du respect des normes urbanistiques dans le district d'Abidjan, où les cas d'effondrements d'immeubles suscitent régulièrement l'inquiétude des populations. En attendant les conclusions des enquêtes qui devraient déterminer les causes exactes du sinistre, les opérations de recherche demeurent la priorité absolue des secours, déterminés à s'assurer qu'aucune victime ne reste prisonnière des décombres.

Abidjan: quatre corps retrouvés sous les décombres de l'immeuble effondré à Koumassi-Soweto

Le bilan du drame survenu ce samedi dans le quartier de Soweto, dans la commune de Koumassi, s'est alourdi. Quatre corps, dont celui d'une fillette de neuf ans, ont été retrouvés sous les décombres de l'immeuble R+4 inachevé qui s'est effondré dans la matinée. Selon les premiers constats effectués sur place, les deux premiers niveaux du bâtiment étaient déjà occupés au moment de l'effondrement, malgré la poursuite des travaux sur les étages supérieurs. Les opérations de recherche et de secours se sont poursuivies durant plusieurs heures sous la coordination des sapeurs-pompiers et des services de protection civile.

Le drame a provoqué une vive émotion parmi les riverains et relance une nouvelle fois le débat sur la sécurité des constructions et le respect des normes d'urbanisme à Abidjan.

Moussa Sanogo annonce des investigations

Le ministre ivoirien de l'Urbanisme, Moussa Sanogo, s'est rendu sur les lieux du sinistre après l'effondrement. Dans une note publiée sur sa page Facebook, le ministre a estimé

« indispensable que des investigations soient rapidement menées afin de déterminer les causes exactes » de l'accident. Les autorités cherchent désormais à établir les responsabilités éventuelles liées à la conception du bâtiment, à la qualité des matériaux utilisés, au respect des normes techniques ainsi qu'aux conditions d'occupation prématurée de l'immeuble.

Une série noire dans le secteur du bâtiment

Ces dernières années, plusieurs effondrements d'immeubles ont été enregistrés dans la capitale économique ivoirienne, mettant en lumière les défis liés au contrôle des chantiers, à l'urbanisation rapide et au non-respect de certaines réglementations du secteur immobilier. Le gouvernement ivoirien avait pourtant annoncé un renforcement des contrôles et des sanctions contre les constructions anarchiques et les promoteurs ne respectant pas les normes en vigueur. Une enquête devrait être ouverte afin de situer les responsabilités dans ce nouveau drame qui endeuille plusieurs familles à Koumassi-Soweto.



**VOTRE EXPERT
ÉLECTROMÉCANIQUE**

Ascenseurs \ Escalators \ Portes automatiques etc

07 07 83 87 61



[CLIQUEZ ICI](#)

Le gouvernement ivoirien veille à la sauvegarde de la santé publique



Lutte contre le tabagisme

En Côte d'Ivoire, cette lutte s'appuie sur un arsenal juridique pour entraver la propagation de la consommation du tabac et ses conséquences. Un engagement qui s'est confirmé ces dernières années à travers plusieurs mesures.

« Ne touchez pas à tout ce qui est tabac. Ce n'est pas bon, c'est dangereux pour la santé »

«Ne fumez pas ! Et si vous avez commencé à fumer, alors arrêtez de fumer» ...En Côte d'Ivoire, les autorités sanitaires multiplient les mises en garde pour éloigner les jeunes des produits nocifs. Le gouvernement renforce les dispositions tactiques du pays face aux offensives multiples d'une industrie ingénieuse et redoutable qui déborde d'imagination pour séduire chaque jour un peu plus de fumeurs à être dépendants. Un des grands défis de santé publique est aujourd'hui l'attractivité du tabac, de la nicotine et des produits connexes, en particulier pour les jeunes. L'industrie du tabac s'efforce constamment de trouver des moyens de rendre ces produits plus séduisants, en y ajoutant des arômes ou d'autres agents qui modifient leur odeur, leur goût ou leur apparence. Le gouvernement a pris lors du Conseil des ministres, le 28 février 2024, un décret portant modification de l'annexe du décret n° 2022-167 du 09 mars 2022 fixant la liste des produits soumis à la réglementation de la concurrence et des prix. Ce décret ajoute à la liste des produits soumis à la réglementation de la concurrence et des prix, le tabac et les produits nouveaux et émergents dérivés du tabac. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la sauvegarde de la santé publique et de la protection durable des populations, notamment des jeunes contre la consommation du tabac et ses implications nocives pour la santé et l'économie nationale. La nouvelle disposition permet de surveiller étroitement la commercialisation de tous ces produits et d'empêcher des prix attractifs et peu prohibitifs pour la consommation. Ainsi, le 26 janvier 2022, un décret portant institution d'un système de suivi, de traçabilité et de vérification fiscale des produits du tabac est pris en application de la loi n°2019-676 du 23 juillet 2019 relative à la lutte antitabac et conformément à la Convention Cadre de l'OMS pour la Lutte Antitabac (CCLAT), et des textes subséquents, notamment le Protocole pour l'élimination du commerce illicite des produits du tabac, qui



recommandent des mesures multisectorielles globales pour réduire la consommation de tous les produits du tabac, afin de prévenir l'incidence des maladies et les décès prématurés provoqués par la consommation de tabac et l'exposition à la fumée du tabac. Un accent est mis sur le conditionnement neutre des produits du tabac avec des mises en garde sanitaires couvrant presque la totalité des paquets et sur le système de contrôle de la chaîne logistique de production et de commercialisation. Le 15 janvier 2025, le gouvernement revient à la charge en prenant un autre décret qui renforce la protection des citoyens contre l'exposition à la fumée du tabac. Ce décret qui fait interdiction

à toute personne d'exposer autrui à la fumée du tabac a été étendu à la fumée des nouveaux produits du tabac. Il fait obligation aux gérants, propriétaires ou à toute personne responsable de lieux publics clos ou ouverts et à ceux des transports publics : d'apposer des panneaux visibles informant le public qu'il est interdit de fumer et d'utiliser des cigarettes électroniques ; de retirer tous les cendriers présents dans les locaux ; de veiller au strict respect des règles d'interdiction de fumer ou de vapoter ; et de prendre les mesures nécessaires pour dissuader le public de fumer, y compris la possibilité de recourir aux forces de l'ordre ou à toute autre autorité compétente

pour imposer le respect du présent décret. Sur près de 8 millions de personnes qui meurent chaque année dans le monde, 1,2 million de personnes sont des non-fumeurs involontairement exposés à la fumée du tabac. Le tabagisme est à 90% la principale cause du cancer du poumon. Il est également associé à hauteur de 30% à la survenue des autres cancers (de la bouche, de la gorge, de l'œsophage, du pancréas...). Les fumeurs ont 2 à 3 fois plus de risque de faire un Avc. La lutte contre le tabac reste donc une priorité constante pour le gouvernement ivoirien, qui maintient son engagement sans relâche face à ce fléau.

CICG



VOTRE EXPERT ÉLECTROMÉCANIQUE

Ascenseurs \ Escalators \ Portes automatiques etc

07 07 83 87 61



CLIQUEZ ICI

Diomaye Faye pris dans la tourmente des patriotes panafricanistes du PASTEF après le limogeage de Sonko

Depuis l'éviction d'Ousmane Sonko de la Primature, le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye fait face à une vague de critiques virulentes émanant d'une partie des militants et sympathisants panafricanistes du PASTEF. Sur les réseaux sociaux, notamment sur X (anciennement Twitter), les réactions se multiplient sous les dernières publications du chef de l'État. Plusieurs internautes proches de la mouvance patriotique accusent Diomaye Faye d'avoir "trahi" Ousmane Sonko, considéré par beaucoup comme l'architecte idéologique et politique de l'ascension du duo au pouvoir. Politique étrangère

Les commentaires publiés en ligne témoignent d'une forte colère militante et d'un profond malaise au sein de la base du PASTEF.

«Vous êtes tellement impopulaire, rien de charismatique, pas de dignité ni de respect envers votre président de parti. Vous allez assumer seul les conséquences de votre trahison », écrit notamment un internaute se présentant sous le nom de "bn Ousmana - PanAfricain-PanAfricaniste". D'autres messages se montrent encore plus sévères. «Le traître Bassirou», peut-on lire dans plusieurs publications relayées sur X. Une internaute identifiée sous le nom de "Gaindé Fatma"

» Sénégal

affirme pour sa part : «Ces supporters sont plus dignes que toi, le traître originel, l'arriviste, le président par accident.» Dans la mouvance pro-Sonko, certains militants vont déjà jusqu'à présenter l'ancien Premier ministre comme le futur président de l'Assemblée nationale, voire comme le futur chef de l'État. «Vive le guide de la révolution, futur président de l'Assemblée nationale et président de la République du pays», écrit ainsi un autre militant panafricaniste.

Une fracture grandissante au sein du camp patriotique

Cette explosion de critiques illustre les tensions grandissantes au sein du camp arrivé au pouvoir en 2024 autour du projet souverainiste et panafricaniste porté par le tandem Diomaye-Sonko. Pour de nombreux militants du PASTEF, Ousmane Sonko demeure la véritable figure centrale du mouvement patriotique sénégalais, celui qui a incarné pendant des années le combat contre le système politique traditionnel, les influences étrangères et les élites jugées proches des intérêts occidentaux. Politique étrangère Le limogeage de Sonko est donc vécu par une partie de cette base militante comme une rupture politique et symbolique majeure.

Diomaye face au défi de la légitimité populaire

Même si Bassirou Diomaye Faye conserve la légitimité institutionnelle liée à son élection présidentielle, les attaques répétées sur les réseaux sociaux montrent qu'il devra désormais affronter un défi plus complexe : préserver son autorité politique face à une base militante encore très attachée à Sonko. La possible réintégration d'Ousmane Sonko à l'Assemblée nationale et les spéculations autour d'une éventuelle accession au pouvoir pourraient d'ailleurs accentuer cette recomposition des rapports de force au sommet de l'État sénégalais.

Sénégal : la colère des militants pro-Sonko s'intensifie contre Diomaye Faye

La fracture semble désormais ouverte entre une partie de la base militante du PASTEF et le président Bassirou Diomaye Faye de-



puis le limogeage de Ousmane Sonko de la Primature. Sur les réseaux sociaux, notamment sur X, les commentaires hostiles se multiplient sous les publications du chef de l'État sénégalais. Plusieurs militants panafricanistes et sympathisants du PASTEF dénoncent ce qu'ils considèrent comme une "trahison politique" envers Ousmane Sonko, leader historique du mouvement patriotique sénégalais. Parmi les messages les plus relayés figure celui d'une internaute identifiée sous le nom de "Gaindé Fatma", dont le commentaire illustre le niveau de tension et de colère d'une partie de la base militante : « Vous êtes tellement impopulaire, rien de charismatique, pas de dignité ni de respect envers votre président de parti. Vous allez assumer les conséquences tout seul et votre trahison. »

Ce type de réactions traduit le malaise profond qui traverse actuellement le camp patriotique sénégalais. Pour de nombreux militants, Ousmane Sonko reste la figure centrale de la lutte souverainiste et panafricaniste ayant conduit à l'alternance de 2024.

Dans cette mouvance, Bassirou Diomaye Faye apparaît de plus en plus comme un président institutionnel dont la légitimité popu-

laire dépend encore largement du capital politique et militant de Sonko.

Une bataille pour le leadership du PASTEF

La réintégration annoncée de Ousmane Sonko à l'Assemblée nationale alimente davantage les spéculations sur une possible recomposition du pouvoir au Sénégal. Beaucoup de militants pro-Sonko voient déjà l'ancien Premier ministre comme le futur président de l'Assemblée nationale, voire comme l'homme fort du système politique sénégalais à moyen terme. La crise actuelle dépasse donc la simple question gouvernementale. Elle pose désormais la question du véritable leadership du camp patriotique sénégalais entre le pouvoir institutionnel détenu par Diomaye Faye et l'influence militante et populaire conservée par Ousmane Sonko.

Le Sénégal entre ainsi dans une phase politique particulièrement sensible, où réseaux sociaux, Parlement et mobilisation militante pourraient jouer un rôle central dans les prochains équilibres du pouvoir. Politique étrangère





VOTRE EXPERT ÉLECTROMÉCANIQUE

Ascenseurs\Escalators\Portes automatiques etc

07 07 83 87 61



CLIQUEZ ICI

Appui aux filières agricoles: le gouvernement renforce la production des agriculteurs

Le gouvernement met en place plusieurs programmes visant à renforcer la sécurité alimentaire, lutter contre la cherté de la vie et améliorer les conditions de vie et de travail des acteurs du secteur agricole. À Ferkessedougou, une coopérative d'une centaine de productrices maraîchères bénéficie chaque année d'un important appui en matériel agricole, en semences et en engrais, dans le cadre du projet d'Appui au Programme social du gouvernement (PAPSGouv).

Le groupement a également été doté de châteaux d'eau, de trois forages, d'un système d'irrigation ainsi que d'un tricycle, des équipements qui ont considérablement amélioré les conditions de travail de ces femmes. « Ici, les engrais sont très coûteux. Ne plus avoir à les acheter est un immense soulagement. Disposer de l'eau directement sur notre site est également un atout. Nous n'avons plus besoin de dépenser du carburant pour aller louer des terres cultivables et travailler ailleurs : tout est désormais réuni sur notre propre parcelle », se réjouit la présidente de la

coopérative, Christine Yéo.

À Kohourou, localité située à 10 km d'Aboisso, les membres du groupement Solafia produisent du riz depuis 2022. L'association bénéficie de l'appui du Conseil régional du Sud-Comoé et du ministère en charge de l'Agriculture, à travers le Programme de production alimentaire d'urgence (2PAU-CI). Grâce à cet accompagnement, la production est passée d'une tonne à plus de 20 tonnes de riz en 2025. « Nous avons reçu du matériel, des engrais et des semences pour exploiter 14 hectares. Grâce à cela, nous avons obtenu en 2023 le prix du meilleur groupement agricole de la région et reçu un mini-motoculteur », nous dit avec satisfaction Karim Koné, président du groupement. Selon le bilan gouvernemental, la production vivrière totale est passée de 11 495 419 tonnes en 2011 à 23 654 675 tonnes en 2024, et la production de riz blanchi est passée de 550 000 tonnes à 1 547 734 tonnes sur la même période.

CICG



L'ours

Ozirix communication & conseils Chambre de commerce Pays-Bas Nr. 70687021TVA-UE: NL2244.33.106B02Compte bancaire IBAN NL88 TRIO 0391 2295 24 (Triodos Bank, Pays-Bas)
Email: info@connectionivoirienne.net. com**Phones:** Abidjan 40 00 61 54 ou 47 12 15 10 Pays-Bas 0031 651832741 Notre équipe info@connectionivoirienne.net
Gbansé Douadé Alexis: Economie et Politique Directeur de la publication, cofondateurs.
Débailly: Politique : 01 40 00 61 54-07 77-48 97 65 - 07 47 12 15 10
Sylvie Kouamé : Économie et politique
Hervé Coulibaly : Intelligences et société
Liman Serge : Sports et culture
Maquetiste Ignace.Gballou : 07 58 16 20 73

Kibouo: hommage à Dominique Ouattara après un important don de matériel médical

La population de Kibouo, dans la sous-préfecture de Gboguhé, dans le Centre Ouest ivoirien, a exprimé sa reconnaissance à la première dame de Côte d'Ivoire, Dominique Ouattara à l'occasion d'une cérémonie de remise de matériel médical au profit du centre de santé de la localité. Investir en Côte d'Ivoire Le matériel, composé de lits d'hospitalisation, d'équipements de consultation et d'autres consommables, a été remis le vendredi 22 mai 2026, en présence des autorités administratives, sanitaires et des populations. Cette action a été saluée par le maire de Gboguhé, Ouattara Bakari. Pour lui, c'est un geste de solidarité qui vient renforcer les capacités du centre de santé de Kibouo et permettre d'accroître les capacités d'intervention du personnel soignant. Pour le porte-parole des populations bénéficiaires, ce don vient également appuyer les moyens de prise en charge sanitaire des populations vulnérables. Santé

Plaidoyer pour l'accès au FAFCI

Tout en exprimant sa gratitude, Ouattara Bakari a rappelé l'ensemble des actions menées par la première Dame à travers la Fondation Children of Africa. Une organisation qui depuis deux décennies agit dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de la protection des personnes vulnérables.

En plus de cette reconnaissance, le maire de Gboguhé a plaidé pour le renforcement de l'accès des femmes de la localité au Fonds d'Appui aux Femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI). Pour rappel, ce mécanisme mis en œuvre par Dominique Ouattara a pour objectif de soutenir les activités génératrices de revenus. L'extension du fonds permettra donc aux femmes de Kibouo de soutenir leurs familles et leur communauté par ces activités économiques.

Lawrence Pabeau



Votre PUBLICITÉ ICI ? Contactez nous

La conciliation, seule alternative



Il faut accepter l'évidence que le Tout militaire ne peut et ne saurait être la solution à la crise sécuritaire dans le Sahel. Les différents régimes même démocratiques avant la junte ont expérimenté la résolution de la crise par la force sans jamais y parvenir. Après plus de trois décennies de lutte armée couronnée par un bilan en dents de scie, une nouvelle approche religio-traditionnelle s'autorise pour une sortie de crise.

La cohésion sociale comme une obligation

Il n'existe de conflit où les parties belligérantes ne se connaissent pas et ne sont pas en contact. Aussi, la tradition africaine voudrait que la recherche de l'intérêt collectif par la résolution des conflits dans la société soit placée au sommet de la hiérarchie des valeurs sociales. En résumé, maintenir la cohésion sociale est donc une exigence.

La voie des armes ayant échoué, il nous faut expérimenter la voix du dialogue pour la stabilité de la région. Les effets de la crise depuis trois décennies sont suffocants pour les populations. La région du Sahel concentre, pour la troisième année de suite, près de la moitié des décès liés au terrorisme islamique dans le monde en 2025, selon le dernier rapport de Sahel Crisis. En 2024, plus de la moitié des 7 555 décès attribués au terrorisme islamique dans le monde avaient été enregistrés au Sahel. Selon le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, environ quatre millions de personnes sont actuellement déplacées au Sahel.

Le sariat des Nations Unies pour les réfugiés, environ quatre millions de personnes sont actuellement déplacées au Sahel. Il faut mettre un terme à la souffrance des populations. Cette trêve trouve sa source à la fois dans la tradition africaine et la loi islamique (charia).

L'arrêt des hostilités

La trêve ou cessez le feu est un principe islamique. Le prophète Mahomet a, lors des conflits négocié une trêve et une conciliation avec les tribus hébraïques de la péninsule arabique et avec les Quraychites. Ainsi, par cette attitude, il démontrait que le dialogue et la conciliation sont nécessaires et particulièrement lorsque l'intérêt commun des musulmans était en jeu. Accepter une cessation des combats est le début du dialogue.

La Réconciliation par la méthode religio-traditionnelle

Selon un adage arabe la conciliation est le meilleur des jugements. La conciliation ou la Sulh a pris tout son sens avec l'islam qui l'a sanctifiée en faisant une obligation comme le souligne Djaliil Lounnas. La conciliation trouve donc sa source dans le coran et dans l'enseignement prophétique de Mohamed. La plus grande peur du croyant étant la « Fitna », la division-la discorde au sein de la communauté. C'est pourquoi il est formellement interdit à un musulman de verser le

sang de son frère musulman. L'objectif de l'étape de conciliation comme l'a expliqué Djaliil Lounnas est d'obtenir une déradicalisation comportementale et une déradicalisation idéologique. La première vise à désarmer et à démobiliser les combattants puis la seconde à les affranchir de la croyance que la tuerie est légitime. Cette étape devrait aboutir à celle de la réconciliation qui est une exigence islamique à la fois traditionnelle.

Le choix des conciliateurs

On pourrait s'appuyer sur les us et coutumes africains. Les alliances ethniques ou les parentés existent entre les peuples. Elles constituent des socles sociologique et anthropologique de la cohésion des sociétés africaines. Ces alliances et parentés prescrivent des principes de respect et d'obéissance inviolables, leur conférant un caractère sacré. Parfois millénaires, ces principes se perpétuent. Des personnes désignées au sein des diverses communautés et reconnues pour leurs qualités morales pourraient endosser le rôle de conciliateur. En définitive, la résolution de la crise sécuritaire par la voix du dialogue s'impose comme une évidence. Par le passé, des pistes de solutions par le dialogue avaient permis de ramener la paix dans ces zones. C'est d'ailleurs la seule voix crédible. Le Tout militaire ayant atteint ses limites.

Namidja Touré

Les effets de la crise depuis trois décennies sont suffocants pour les populations. La région du Sahel concentre, pour la troisième année de suite, près de la moitié des décès liés au terrorisme islamique dans le monde en 2025, selon le dernier rapport de Sahel Crisis. En 2024, plus de la moitié des 7 555 décès attribués au terrorisme islamique dans le monde avaient été enregistrés au Sahel. Selon le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, environ quatre millions de personnes sont actuellement déplacées au Sahel.

Air Côte-d'Ivoire lâche Bombardier pour Embraer



La compagnie nationale Air Côte d'Ivoire semble amorcer un tournant stratégique majeur dans sa politique de flotte. Selon plusieurs informations circulant dans le secteur aérien, la compagnie prévoit le retrait progressif de ses appareils Bombardier Q400 à partir de 2026, principalement en raison des difficultés croissantes d'approvisionnement en pièces détachées et des coûts de maintenance. Pour accompagner cette transition, Air Côte d'Ivoire a signé en novembre 2025 une commande ferme de quatre jets régionaux Embraer E170 avec une option portant sur huit appareils supplémentaires. Les premières livraisons sont atten-

dues dès le premier semestre 2027.

Une rupture stratégique avec les Q400 ?

Les Bombardier Dash 8 Q400 ont longtemps constitué l'épine dorsale du réseau régional de la compagnie ivoirienne. Robustes et économes en carburant, ces turbopropulseurs étaient particulièrement adaptés aux liaisons courtes et aux infrastructures aéroportuaires parfois limitées de certaines villes africaines.

Mais plusieurs compagnies africaines rencontrent désormais des difficultés liées à la disponibilité des pièces, à la maintenance et au vieillissement progressif de la flotte Bombardier, depuis la cession du programme aéronautique

régional du constructeur canadien. Cette fin dans le régional depuis 2020 s'inscrivait selon Bombardier dans un désengagement global de l'aviation commerciale. Dès 2018, Bombardier a cédé le contrôle de son programme d'avions commerciaux vedettes (rebaptisé Airbus A220) au géant européen.

Le choix d'Embraer marque donc un changement obligé. Avec 70-78 sièges répartis entre classe Affaires et Économique, les E170 offrent davantage de confort, une vitesse supérieure et une meilleure attractivité commerciale pour les voyageurs d'affaires régionaux.

Votre PUBLICITÉICI ?
Contactez nous

CAN 2025: Mohammed VI gratie les supporters sénégalais emprisonnés après la finale de Rabat

Le roi du Maroc, Mohammed VI, a accordé ce samedi 23 mai 2026 une grâce royale aux supporters sénégalais emprisonnés à la suite des violences survenues lors de la finale de la Coupe d'Afrique des nations 2025 disputée à Rabat. Guides citoyens et locaux Selon un communiqué du cabinet royal marocain, cette décision a été prise « pour des considérations humaines » et dans le cadre « des relations fraternelles séculaires » entre le Maroc et le Sénégal, à l'occasion de la fête de l'Aïd-el-Adha.

Des incidents après une finale sous haute tension

La finale du 18 janvier 2026, remportée 1-0 par le Sénégal face au Maroc au terme d'un match extrêmement tendu, avait dégénéré dans les dernières minutes de jeu. Après un penalty accordé au Maroc dans le temps additionnel, juste après un but refusé au Sénégal, plusieurs supporters sénégalais avaient tenté d'envahir la pelouse et lancé des projectiles. Les affrontements avaient provoqué des dégâts matériels importants ainsi que plusieurs blessés parmi les forces de l'ordre et les agents de sécurité du stade Moulay-Abdellah de Rabat. En février, la justice marocaine avait condamné 18 supporters sénégalais à des peines allant de trois mois à un an de prison. Trois d'entre eux avaient déjà été libérés à la mi-avril après avoir purgé leur peine. La grâce royale concerne donc principalement les quinze supporters encore détenus.

Diomaye Faye remercie Mohammed VI

Le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye a rapidement salué cette décision sur le réseau social X. « Nos compatriotes retenus au Maroc à la suite des incidents survenus en marge de la Coupe d'Afrique des Nations sont libres. Ils retrouveront bientôt les leurs », a-t-il déclaré, avant d'adresser au souverain marocain ses « remerciements les plus sincères pour cette décision empreinte de clémence et d'humanité ».

Le directeur de la prison située près de Rabat où étaient détenus les supporters a confirmé qu'ils avaient quitté l'établissement et prenaient la direction de l'aéroport de Casablanca en vue de leur retour au Sénégal.

Une crise sportive et diplomatique

Ces événements avaient fortement tendu



les relations entre supporters marocains et sénégalais. Lors d'une visite officielle à Rabat en février, l'ancien Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko — écarté du gouvernement vendredi — avait regretté que « les choses en arrivent là entre deux pays qui se réclament amis ».

Le roi Mohammed VI avait lui-même dénoncé les « fâcheux incidents » survenus pendant la finale, tout en affirmant que « la fraternité interafricaine reprendrait naturellement le dessus ». Le Sénégal toujours en bataille devant le TAS Sur le plan sportif, les conséquences de cette finale restent lourdes. Fin janvier, la Confédération africaine de football (CAF) avait infligé des sanctions disciplinaires aux fédérations marocaine et sénégalaise pour comportements antisportifs et violations des règles de fair-play. Puis, mi-mars, le jury d'appel de la CAF avait retiré au Sénégal son titre de champion d'Afrique pour l'attribuer au Maroc. Dakar a depuis saisi le Tribunal arbitral du sport (TAS) afin de contester cette décision. Malgré ces tensions, Dakar et Rabat continuent d'entretenir des relations historiques étroites dans plusieurs domaines stratégiques, notamment les infrastructures, l'énergie, le tourisme, les transports et la coopération religieuse.



LUX' CONSULTING SARL-U Abidjan-Cocody, Riviera GOLF IV, rond point SYNACASSCI, non loin de l'école Jacques PREVERT

Gisement Baleine: ENI, PETROCI et Vitol officialisent la décision finale d'investissement de 4 milliards USD

Dans le cadre du développement de la 3ème et dernière phase du gisement pétrolier et gazier Baleine, le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, a présidé, le lundi 25 mai 2026 à Abidjan-Cocody, la signature de la Décision finale d'Investissement (DFI) par le consortium ENI-PETROCI-VITOL pour 4 milliards de dollars US. «Aujourd'hui, la phase 3 permettra, non seulement d'accroître significativement notre production nationale de pétrole et de gaz, mais également de consolider notre sécurité énergétique, de soutenir durablement la croissance économique et de renforcer la compétitivité de notre économie », a indiqué Mamadou Sangafowa-Coulibaly. Elle contribuera également, a-t-il poursuivi, à sécuriser l'approvisionnement en gaz destiné à la production d'électricité, élément essentiel pour accompagner l'industrialisation de notre pays et répondre aux besoins croissants des ménages et des entreprises. A l'occasion, le ministre a annoncé que la Côte d'Ivoire vient d'entamer, avec l'appui de la Banque mondiale, la réalisation d'un Plan directeur pour le Gaz naturel (Gas Master Plan): «Ce plan vise l'exploitation du gisement CALAO pour satisfaire les besoins énergétiques de la Côte d'Ivoire et de la sous-région». Produits africains artisanaux Mamadou Sangafowa-Coulibaly a, par ailleurs, rappelé que «le gisement Baleine avec des ressources estimées à 2,5 milliards de barils de pétrole brut et 3,3 trillions de pieds cubes de gaz naturel, constitue la plus importante découverte d'hydrocarbures jamais réalisée en Côte d'Ivoire». «L'exploitation du gisement Baleine nécessite un investissement global de USD 8 milliards, dont USD 4,5 milliards déjà engagés pour les deux premières phases et USD 4 milliards pour cette troisième et dernière phase », a-t-il ajouté.

A l'en croire, « c'est le premier projet pétrolier et gazier net zéro en Afrique combinant des projets de développement durable et de compensation carbone tels que le programme de cuisson propre qui, à ce jour, a permis la distribution de 200 000 foyers



améliorés ; la conservation et restauration de 14 forêts classées couvrant une superficie de 145 000 hectares ; et la production de biocarburant à partir de graine d'hévéas ».

De son côté, le directeur général, Ressources naturelles d'Eni, Guido Brusco, s'est félicité que depuis la découverte de Baleine en 2021, la Côte d'Ivoire soit devenue un acteur énergétique de premier plan sur le continent africain.

« Avec cette troisième phase, Baleine atteindra une production de 150 000 barils de pétrole par jour et augmentera significativement les volumes de gaz destinés au marché domestique, avec un plateau de production gazière de 200 millions de pieds cubes de gaz par jour attendu pendant au moins douze ans, afin de soutenir durablement la production d'électricité et le développement industriel », a-t-il annoncé.

Goin-Débé: cacao, orpaillage clandestin et tensions foncières autour du mystérieux «Canaan»



Entre expropriations forcées, orpaillage clandestin et accusations de dysfonctionnements sécuritaires et judiciaires, la forêt classée de Goin-Débé est devenue le théâtre d'un conflit explosif dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. Investir en Côte d'Ivoire

Au cœur de cette affaire qui secoue la région de Guiglo, un homme cristallise les tensions : Ehoussou Koffi Fabrice, surnommé par certains « le Dieu de Goin-Débé ». Originaire de Bocanda, il est accusé par plusieurs collectifs de planteurs d'avoir progressivement bâti un vaste empire agricole et minier baptisé « Canaan », estimé à près de 9 000 hectares. **De médiateur foncier à homme fort de Goin-Débé** Selon plusieurs témoignages recueillis auprès de planteurs de la zone, l'affaire remonterait aux lendemains de la crise postélectorale de 2010-2011.

À cette époque, Ehoussou Koffi aurait été introduit comme intermédiaire chargé d'aider les exploitants agricoles à récupérer leurs parcelles et à régulariser leur situation administrative. En contrepartie, près de 200 hectares lui auraient été rétrocédés. Mais, selon les plaignants, cette influence initiale aurait progressivement débordé ce cadre pour s'étendre sur plusieurs milliers d'hectares de plantations de cacao et de café. Des producteurs affirment avoir été contraints d'abandonner des exploitations arrivées à maturité après plusieurs années de travail. Des sources locales évoquent des méthodes d'intimidation et de démonstration de force menées par des groupes organisés qui interviendraient directement dans les campements agricoles afin de pousser certains exploitants à quitter leurs terres.

L'orpaillage clandestin au cœur des soupçons

Au-delà des activités agricoles, le site de «Canaan» serait également devenu un important foyer d'orpaillage clandestin.

Cette exploitation aurifère illégale nourrit de nombreuses interrogations sur les réseaux de protection dont bénéficierait l'organisation sur le terrain. Dans cette zone forestière stratégique de l'ouest ivoirien, plusieurs observateurs évoquent l'existence de complicités locales permettant la poursuite des activités malgré les dénonciations répétées. Violences, plaintes et climat de peur

Le dossier a pris une tournure encore plus préoccupante avec des accusations de violences physiques et de traitements dégradants.

PPA-CI: résister, reconstruire et conquérir le pouvoir, un défi historique

Le PPA-CI, fondé officiellement en octobre 2021 autour de la figure du Président Laurent Gbagbo, s'est imposé en quelques années comme l'un des principaux centres de gravité de l'opposition politique ivoirienne. Né des fractures profondes provoquées par l'implosion du Front Populaire Ivoirien, le parti s'est construit dans un environnement marqué par les blessures encore ouvertes de la crise postélectorale de 2010, les recompositions idéologiques, les rivalités de leadership et la défiance persistante entre pouvoir et opposition.

Après quatre années d'existence, le bilan du PPA-CI apparaît à la fois dense, contrasté et révélateur des tensions qui traversent la vie politique ivoirienne actuelle. Le parti a réussi à reconstruire une force politique visible, capable de mobiliser des foules importantes et de réoccuper l'espace laissé vacant par l'ancien appareil du FPI. Mais il demeure également confronté à des fragilités structurelles, à des obstacles institutionnels majeurs et à une question centrale qui conditionne désormais son avenir : comment transformer une dynamique de résistance politique portée par une figure historique en un véritable projet national durable capable de survivre au temps, aux crises et aux mutations générationnelles ? Histoire politique

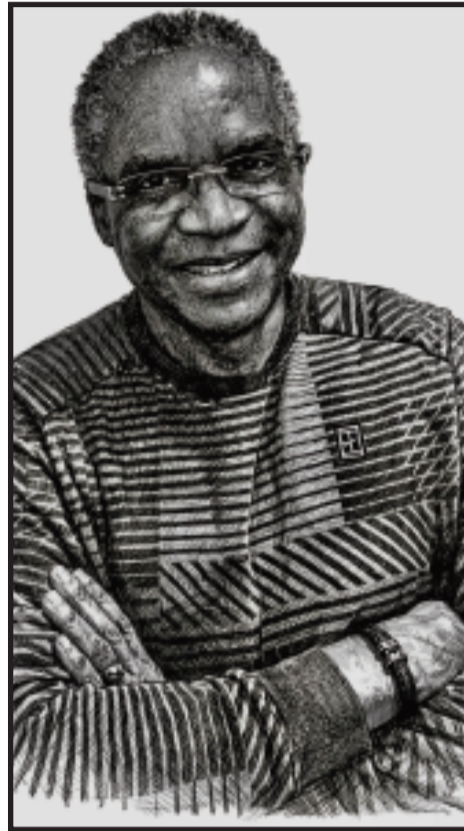
Les réalisations du PPA-CI

1. Une reconstruction politique rapide après l'implosion du FPI

La première grande réussite du PPA-CI réside incontestablement dans sa capacité à avoir reconstruit, en un temps relativement court, une machine politique crédible après l'éclatement du FPI. Beaucoup estimaient pourtant qu'après des années de divisions internes, d'exils, d'emprisonnements, de rivalités judiciaires et de luttes de succession, l'espace politique historiquement occupé par le Président Laurent Gbagbo allait se fragmenter durablement. Plusieurs observateurs pensaient même que le retour de l'ancien Président ne suffirait plus à réorganiser les anciennes bases militantes.

Or, contre de nombreux pronostics, le PPA-CI a réussi à recréer une structure politique relativement solide. Cette reconstruction ne s'est pas opérée uniquement à travers des déclarations publiques ou des effets médiatiques. Elle s'est matérialisée par un véritable travail de terrain, souvent discret mais méthodique. Le parti a progressivement : structuré des fédérations dans une grande partie du territoire national, reconstitué les anciens réseaux militants du FPI, réactivé les cellules locales parfois restées dormantes pendant plusieurs années, attiré de nouveaux sympathisants, notamment parmi les jeunes générations urbaines et maintenu son influence dans plusieurs bastions historiques du sud, du centre-ouest et de l'ouest ivoirien. Cette reconstruction est d'autant plus significative qu'elle s'est produite dans un contexte politique fortement dominé par le RHDP, disposant d'un appareil d'État puissant, d'importantes ressources institutionnelles et d'une implantation administrative profonde.

Le PPA-CI a donc cherché à se reconstruire presque comme un parti de reconquête. Il lui fallait simultanément restaurer la confiance des militants, redonner une cohérence idéologique à son camp politique et convaincre qu'il existait encore un avenir électoral pour le courant gbagboïste après les traumatismes de la décennie précédente. Au-delà de la simple organisation



administrative, cette reconstruction a également pris une dimension psychologique et symbolique. Pour une partie importante de sa base, le parti est devenu le lieu d'une réhabilitation politique et morale du Président Laurent Gbagbo, présenté comme une figure historique injustement marginalisée. Cette dimension affective explique en partie la résilience militante observée autour du PPA-CI. Mais cette reconstruction révèle aussi une réalité plus profonde de la société ivoirienne. Les grandes familles politiques issues des crises des années 1990 et 2000 continuent de structurer durablement les loyautés partisans et les imaginaires collectifs.

2. Une capacité de mobilisation populaire impressionnante

Le PPA-CI a également démontré une importante capacité de mobilisation populaire. Dans un paysage politique où beaucoup de partis souffrent d'un militantisme de façade, limité aux périodes électorales, le parti du Président Laurent Gbagbo a réussi à maintenir une présence militante visible et active. Les grands meetings organisés par le parti ont souvent donné lieu à des démonstrations de force spectaculaires marqués par des rassemblements massifs, des tournées nationales fortement médiatisées, des campagnes d'enrôlement électoral, des mobilisations de jeunesse, des caravanes politiques, des cérémonies commémoratives, des opérations de proximité dans les quartiers populaires. Cette capacité de mobilisation repose sur plusieurs facteurs. D'abord, le PPA-CI bénéficie encore du capital émotionnel attaché au Président Laurent Gbagbo. Pour beaucoup de militants, le combat politique dépasse la simple compétition électorale. Il prend la forme d'une fidélité historique, parfois presque existentielle, envers un homme qui est le symbole de la résistance politique ivoirienne.

Ensuite, le parti conserve une implantation solide dans plusieurs communes populaires d'Abidjan ainsi que dans certaines régions historiquement favorables à la gauche ivoirienne. Dans ces espaces, le militantisme fonctionne souvent sur des réseaux anciens mêlant solidarité communautaire, mémoire politique et fidélités générationnelles. La jeunesse militante constitue également un pilier essentiel du dispo-

sitif du PPA-CI. Malgré les difficultés économiques, le chômage massif et la précarité sociale qui frappent une partie importante de la jeunesse ivoirienne, le parti réussit encore à attirer des jeunes engagés, souvent séduits par le discours de souveraineté, de justice sociale et de dénonciation des inégalités. L'anniversaire des trois ans du parti a notamment servi de vitrine politique pour démontrer cette force populaire. Derrière l'affluence visible se jouait en réalité une bataille symbolique à savoir montrer que le courant gbagboïste restait vivant, organisé et capable d'occuper l'espace public malgré les obstacles.

Mais cette mobilisation pose également une question essentielle : comment transformer une énergie militante fondée sur l'émotion historique en une dynamique politique durable capable de produire une alternative gouvernementale crédible ?

3. Une stratégie d'union de l'opposition face au pouvoir

Le PPA-CI a également tenté de jouer un rôle central dans la recombinaison de l'opposition ivoirienne. Conscient qu'aucune formation ne pouvait réellement faire face seule à la réalité sociale actuelle et politique, le parti a progressivement développé une stratégie de coalition. Cette orientation s'est traduite par des discussions régulières avec plusieurs partis d'opposition, des rapprochements stratégiques avec le PDCI-RDA, la création de plateformes communes, des concertations autour des réformes électorales et des prises de position conjointes sur les libertés politiques et les conditions électorales. L'alliance conclue en 2025 entre le PPA-CI et le PDCI a constitué un événement politique majeur. Pendant longtemps, l'histoire politique ivoirienne avait opposé ces deux grandes traditions politiques. Voir émerger un front commun révélait donc une transformation profonde des équilibres politiques nationaux. Cependant, cette dynamique d'union a rapidement été fragilisée par l'exclusion des candidats des deux grandes formations politiques de la compétition présidentielle. Cette situation a renforcé les tensions autour de la crédibilité du processus électoral et ravivé les accusations de verrouillage politique formulées par l'opposition. Le PPA-CI a alors cherché à apparaître comme le défenseur d'une opposition plus large dépassant les clivages historiques traditionnels. Mais cette ambition se heurte à une réalité complexe. L'opposition ivoirienne demeure traversée par des rivalités personnelles, des divergences idéologiques et des stratégies concurrentes. Chaque parti veut préserver son identité politique, son électorat, ses ambitions présidentielles, ses équilibres internes et son autonomie stratégique. Dans ce contexte, construire une véritable coalition durable reste un exercice extrêmement difficile. Histoire politique

4. Une diplomatie politique active sur la scène internationale

Le PPA-CI a également développé une stratégie de diplomatie politique visant à internationaliser certaines questions liées à la démocratie ivoirienne. Le parti a régulièrement porté sur la scène internationale plusieurs revendications : la réforme de la commission électorale, la réintégration de Laurent Gbagbo sur la liste électorale, la dénonciation des poursuites judiciaires contre certains cadres de l'opposition, les demandes d'élections jugées plus inclusives et transparentes et les préoccupations relatives

aux libertés publiques. Cette diplomatie politique s'est traduite par des rencontres avec des représentations diplomatiques, des organisations internationales, des Organisations Non Gouvernementales de défense des droits humains et divers acteurs politiques étrangers. Pour le PPA-CI, l'enjeu est double. D'une part, il s'agit de créer une pression internationale susceptible d'influencer les autorités ivoiriennes sur les questions électorales et judiciaires. D'autre part, le parti cherche à reconstruire une image internationale du courant gbagboïste après des années durant lesquelles celui-ci a souvent été présenté, dans certains milieux occidentaux, à travers le prisme exclusif de la crise postélectorale. Cette stratégie participe d'une bataille plus large autour du récit politique ivoirien. Car au-delà des institutions, les conflits politiques contemporains se jouent également dans le contrôle des narrations nationales et internationales.

Les limites et difficultés du PPA-CI

1. La question centrale de l'éligibilité de Laurent Gbagbo

La principale difficulté stratégique du PPA-CI demeure la situation judiciaire et électorale de Laurent Gbagbo. Malgré son retour en Côte d'Ivoire, malgré son acquittement par la Cour pénale internationale et malgré la grâce présidentielle dont il a bénéficié, l'ancien chef de l'État reste confronté aux conséquences de certaines condamnations prononcées par la justice ivoirienne. Cette situation continue de compliquer sa réinscription sur la liste électorale et fragilise fortement la stratégie présidentielle du parti. Or, toute l'architecture politique du PPA-CI s'est construite autour de l'hypothèse du retour électoral du Président Laurent Gbagbo. Son impossibilité éventuelle de concourir crée donc une incertitude majeure. Cette question dépasse d'ailleurs la seule personne de Gbagbo. Elle touche à des problématiques beaucoup plus profondes que sont la crédibilité du système électoral, la gestion politique de la réconciliation nationale, les rapports entre justice et pouvoir et la place des anciens acteurs des crises passées dans la vie politique contemporaine.

Pour une partie des militants du PPA-CI, l'inéligibilité persistante du Président Gbagbo est perçue comme une volonté d'exclusion politique. Pour le pouvoir, elle relève de l'application des décisions judiciaires nationales. Entre ces deux lectures s'installe une tension permanente qui continue d'alimenter la polarisation politique ivoirienne. Culture ivoirienne

2. Une dépendance très forte à la figure de Gbagbo

Le PPA-CI reste profondément structuré autour de la personnalité de Laurent Gbagbo. Cette centralité constitue pour certains sa principale force et pour d'autres sa principale fragilité. Le leadership charismatique de Gbagbo demeure le principal moteur de mobilisation du parti. Son histoire personnelle, son parcours politique, son langage populaire et son image de résistant continuent de produire une forte adhésion émotionnelle. Mais cette hypercentralisation soulève chez des personnes plusieurs interrogations à savoir : comment assurer la relève politique ? Comment faire émerger une nouvelle génération autonome ? Comment éviter que le parti ne repose excessivement sur une seule figure historique ? Comment transformer un mouvement



cha-

rismatique en institution durable ?

Pour l'instant, peu de cadres semblent capables d'incarner pleinement le parti en dehors de l'aura de Gbagbo. Cette difficulté révèle un problème classique des mouvements fortement portés : la succession devient souvent le moment le plus dangereux de leur histoire. Le PPA-CI devra donc tôt ou tard résoudre cette contradiction fondamentale entre fidélité historique et nécessité de renouvellement.

3. Les tensions judiciaires et politiques permanentes

Plusieurs cadres et militants du parti sont actuellement confrontés à des arrestations, l'objet des procédures judiciaires et d'emprisonnements. Ces épisodes contribuent à entretenir un climat de confrontation permanente entre le pouvoir et l'opposition. Le PPA-CI dénonce régulièrement une instrumentalisation politique de la justice, des restrictions

Le PPA-CI devra donc préserver ses rapprochements avec le PDCI, éviter les fractures internes, construire des mécanismes de coordination durables, développer un programme commun crédible et dépasser la simple logique anti-pouvoir

des libertés publiques, des intimidations administratives, des déséquilibres dans le traitement des forces politiques et des conditions électorales jugées inéquitables. Ces tensions alimentent un climat de méfiance réciproque particulièrement dangereux pour la stabilité démocratique. Car lorsque les acteurs politiques cessent de faire confiance aux institutions arbitrales, chaque élection devient potentiellement une source de crise. Cette situation révèle également les limites du processus de réconciliation ivoirien. Plus d'une décennie après la crise postélectorale, les fractures politiques restent incontestablement profondes, et les mémoires antagonistes continuent de structurer les rapports entre les différents camps. Histoire politique

4. Une opposition encore profondément fragmentée

Malgré les efforts d'unification, l'opposition ivoirienne demeure divisée et fragmentée. Plusieurs facteurs expliquent cette fragmentation : la coexistence de multiples plateformes, les rivalités de leadership, les divergences stratégiques les conflits d'ambitions présidentielles et les désaccords sur les méthodes de lutte politique. Certaines formations privilégient la participation électorale à tout prix. D'autres défendent des stratégies de boycott ou de confrontation plus radicales. Certaines veulent construire des alliances larges, tandis que d'autres craignent de perdre leur identité politique dans des coalitions trop vastes. Le PPA-CI évolue donc dans un espace oppositionnel complexe où l'unité proclamée se heurte constamment aux calculs politiques individuels.

Les perspectives du PPA-CI

1. Consolider l'implantation nationale

Le parti semble désormais vouloir approfondir son implantation territoriale afin de transformer sa popularité militante en véritable puissance électorale durable. Cela passe notamment par l'extension des fédérations locales, le recrutement massif de jeunes militants, la formation politique des cadres, la professionnalisation de l'appareil partisan et le renforcement des structures de proximité. Le défi est immense, car la politique ivoirienne devient de plus en plus compétitive, technocratique et médiatisée. Les partis ne peuvent plus uniquement fonctionner sur les fidélités historiques. Ils doivent aussi maîtriser la communication moderne, les stratégies numériques, les données électorales et les dynamiques sociales nouvelles.

2. Préparer l'après-Gbagbo : la grande question historique

La question de l'après-Gbagbo constitue probablement le défi le plus décisif du PPA-CI. Tout mouvement politique construit autour d'une figure historique finit un jour par être confronté à la question de la transmission. Or cette transition est souvent le moment où surgissent les luttes internes, les conflits de succession, les fractures idéologiques et les recompositions opportunistes. Le PPA-CI devra donc inventer une nouvelle phase de son existence à savoir passer d'un parti incarné par un homme à une institution politique capable de survivre au temps. Cette mutation nécessitera l'émergence de nouveaux leaders, la clarification doctrinale, la stabilisation des mécanismes internes et une culture politique moins dépendante du charisme individuel. Sans cette évolution, le risque serait de voir le parti rester prisonnier d'une mémoire glorieuse sans réussir à construire un avenir autonome.

3. Renforcer les alliances de l'opposition

Les perspectives électorales du PPA-CI dépendront largement de sa capacité à maintenir et élargir ses alliances. Dans un système politique dominé par un parti présidentiel fortement implanté, les oppositions dispersées peinent souvent à transformer leur poids social en victoire électorale. Le PPA-CI devra donc préserver ses rapprochements avec le PDCI, éviter les fractures internes, construire des mécanismes de coordination durables, développer un programme commun crédible et dépasser la simple logique anti-pouvoir. Car une opposition ne peut durablement exister uniquement autour du rejet du régime en place. Elle doit aussi proposer une vision claire de l'État, de l'économie, de la justice sociale, de la jeunesse et de la gouvernance.

4. Transformer la mémoire politique en projet de gouvernance

Enfin, le plus grand défi du PPA-CI sera probablement de convaincre qu'il représente davantage qu'une mémoire historique ou un courant protestataire. Le parti devra démontrer qu'il peut aussi porter une alternative économique cohérente, une vision moderne des institutions, une stratégie de réconciliation nationale, un projet crédible pour l'emploi des jeunes, une politique sociale lisible, une réponse aux fractures territoriales et sociales et une conception renouvelée de la souveraineté africaine. Car dans une Côte d'Ivoire en pleine transformation démographique, les nouvelles générations attendent non seulement des symboles historiques, mais également des solutions concrètes à leurs difficultés quotidiennes. En définitive, le PPA-CI apparaît aujourd'hui comme la principale force de l'opposition ivoirienne autour du Président Laurent Gbagbo. Sa capacité de mobilisation, son ancrage militant et son poids symbolique en font un acteur incontournable de la vie politique nationale. Mais son avenir dépendra de plusieurs défis fondamentaux : réussir la transition générationnelle, consolider durablement l'unité de l'opposition, dépasser la seule logique de résistance et transformer son capital historique en un véritable projet national capable de répondre aux attentes profondes de la société ivoirienne. Culture ivoirienne

Macron panafricaniste ? Une ridicule prétention

Depuis Nairobi (Kenya), où il s'est rendu dans le cadre du sommet France-Afrique rebaptisé Africa Forward, Emmanuel Macron s'est permis de se présenter comme un vrai panafricaniste. Une déclaration qui a surpris et choqué beaucoup d'Africains. Car, si le président français se présente comme un vrai panafricaniste, cela signifie implicitement qu'il existerait de faux panafricanistes. Mais qui vise-t-il exactement ?



Probablement ceux qui dénoncent la présence des bases militaires françaises en Afrique, ceux qui refusent l'ingérence de Paris dans les affaires intérieures des États africains, ceux qui réclament la fin du franc CFA et exigent une souveraineté économique réelle pour le continent. Emmanuel Macron, vrai panafricaniste : il y a quelque chose d'indécrot dans cette auto-proclamation. Voilà sans doute l'exploit qui manquait encore au palmarès symbolique de l'homme. Car en quoi le dirigeant d'un État néocolonialiste, prédateur et arrogant est-il panafricaniste ?

Le panafricanisme n'est pas un slogan de communication diplomatique. C'est une pensée politique et un combat historique portés par des figures comme Kwame Nkrumah, Patrice Lumumba, Thomas Sankara, Julius Nyerere ou encore Kadhafi. Tous avaient en commun une idée simple : l'Afrique doit être maîtresse de son destin, libre de ses choix économiques, politiques et militaires.

Or, peut-on sérieusement parler de panafricanisme quand la France continue d'avoir des bases militaires sur le continent ? Peut-on se dire panafricaniste lorsqu'on défend un système monétaire comme le franc CFA, que beaucoup d'intellectuels africains considèrent comme un instrument de domination économique ? Plusieurs économistes et militants ont d'ailleurs qualifié cette monnaie de survivance coloniale, certains allant jusqu'à la comparer à un mécanisme conçu pour maintenir l'Afrique dans une dépendance structurelle.

Le panafricanisme ne consiste pas non plus à restituer quelques œuvres d'art africaines conservées dans des musées européens. Certes, ces restitutions peuvent être saluées comme des gestes symboliques importants. Mais elles ne suffisent pas à faire de leur auteur un panafricaniste. De même, organiser des manœuvres militaires conjointes avec certains États africains ne transforme pas automatiquement une puissance étrangère en alliée du projet panafricain. Être panafricaniste, ce n'est pas chercher à conserver son influence sur le continent tout en changeant simplement le vocabulaire de la relation. Rebaptiser un sommet « Africa Forward » ne change pas la nature profonde des rapports entre la France et certaines élites africaines. Derrière les mots modernes et les discours séduisants, beaucoup d'Afri-

cains continuent de voir les mêmes mécanismes d'influence, les mêmes réseaux d'intérêts et parfois les mêmes réflexes paternalistes.

Dire qu'Emmanuel Macron est panafricaniste relève donc de l'abus de langage, voire du sacrilège politique. Le panafricanisme est une lutte pour l'émancipation de l'Afrique, pas une posture adoptée depuis l'Élysée. Ce qui honorerait le président français, ce ne serait pas d'user de mensonges pour espérer séduire l'Afrique, mais de respecter réellement la souveraineté des peuples africains. Cela supposerait d'abord de reconnaître la traite négrière comme le plus grave crime contre l'humanité et de cesser de s'immiscer dans les affaires politiques africaines, de ne plus chercher à influencer les choix électoraux ou stratégiques des États du continent et de laisser les Africains définir eux-mêmes leur avenir.

Par ailleurs, la France traverse aujourd'hui des difficultés économiques et sociales importantes. Inflation, dette publique, tensions sociales, perte d'influence internationale : les défis sont nombreux. Certains analystes vont jusqu'à dire que le pays risque un déclassement progressif en Europe. Dans ce contexte, Emmanuel Macron ferait mieux de concentrer ses efforts sur les problèmes de son propre pays au lieu de vouloir redéfinir ce qu'est ou devrait être le panafricanisme.

L'Afrique n'a pas besoin de panafricanistes auto-proclamés depuis l'extérieur, ni d'Africains larbins et inconscients ayant pour seule ambition d'être photographiés ou de manger avec Macron. Elle a besoin de liberté, de respect et de dirigeants capables de défendre ses intérêts sans dépendance ni soumission. Le véritable panafricanisme naîtra des peuples africains eux-mêmes, de leur capacité à s'unir, à protéger leurs ressources et à construire des institutions fortes.

Et cela, aucun président français, aussi habile soit-il en communication, ne pourra le faire à leur place.

Jean-Claude Djéréké